

Schisme de l'Eglise de Rome avec l'Eglise d'Orient et tentatives de restauration de l'unité

Schisme entre Orient et Occident

Depuis le VIII^e siècle, l'histoire de la Papauté est dominé par le problème des relations avec l'empire carolingien : tout d'abord, au VIII^e siècle, et surtout aux X et XI^e siècles, les évêques de Rome se trouvent largement dominés par le césaropapisme impérial; de grands papes parviennent pourtant à réagir: Nicolas 1^o au IX^e et, surtout, le grand théoricien de la papauté médiévale, Grégoire VII (1061-1073), dont l'action se trouve largement préparée sous les règnes éphémères de ses prédécesseurs Léon IX (1049-1054) et Nicolas II (1059-1061).

Cette réaction de la papauté qui aboutit à son triomphe sur l'empire - coïncide avec une prise de conscience nouvelle de la primauté romaine : pour amener Henri IV à Canossa, le siège de Rome devait être plus qu'un simple patriarcat d'Occident, plus qu'une chaire apostolique parmi d'autres; sa primauté d'honneur et d'autorité devait nécessairement se présenter comme un pouvoir universel et absolu.

Les polémistes antiromains ont souvent parlé de ce développement comme d'un horrible impérialisme papal. En fait, il ne s'agissait pas de cela : les grands papes réformateurs recherchaient sincèrement le bien de l'Eglise et son indépendance; ils luttèrent contre la simonie et réformaient les mœurs d'un clergé; ils préparaient l'essor d'une Europe chrétienne et d'une nouvelle civilisation. Pourtant, ces grands pontifes - presque originaires de l'Europe du Nord, souvent liés avec le mouvement de Cluny - étaient les héritiers d'une civilisation carolingienne qui, s'était définie elle-même en s'opposant à l'Orient et se développait hors de la Tradition des anciens Pères de l'Eglise: purement latine et occidentale, cette civilisation était commune aux papes et aux empereurs d'Occident. Voilà pourquoi, finalement, l'opposition entre le Sacerdoce et l'Empire revêtit des formes politiques: les papes retournèrent contre l'Empereur ses propres armes, ils adoptèrent ses méthodes et se solidarisèrent avec sa volonté de ruiner le prestige de l'Empire romain légitime, celui de Constantinople.

Un historien orthodoxe ne discutera pas la sincérité des papes réformateurs, ni leur zèle pour l'Eglise. Il contestera simplement la valeur théologique et ecclésiologique d'une théorie du pouvoir qui lui apparaîtra étrangère à la nature de l'Evangile. Il refusera d'absolutiser le développement médiéval de la papauté et verra au moins en partie dans ce développement

l'origine des réactions sécularisatrices, réformatrices et anticléricales dont l'Occident fut par la suite le théâtre.

En réformant l'Eglise d'Occident, les papes tentèrent d'étendre leurs réformes à l'Orient et échouèrent. Cet échec contribua encore à resserrer l'unité d'une chrétienté occidentale monolithique et fermée sur elle-même.

Nicolas 1^o (858-867) fut le plus grand des papes réformateurs du haut Moyen Age. En Occident, il avait en face de lui un Empire carolingien divisé en trois royaumes et, en Orient, un Empire grec qui sera le théâtre d'un conflit violent entre deux partis religieux. Dans les deux cas, on fera appel, traditionnellement, à son arbitrage. Mais, alors que ses prédécesseurs, au temps de Charlemagne, eurent à arbitrer entre les deux chrétientés, il eut, lui, à résoudre les conflits intérieurs de chacune. Ce fut pour lui une occasion de promouvoir ici et là des réformes qu'il croyait nécessaires.

Nous ne pouvons nous étendre ici sur la crise liée au divorce de Lothaire II. Jouant habilement sur la rivalité qui opposait ce dernier à ses oncles, Charles le Chauve et Louis le Germanique, le pape réussit à casser les sentences de plusieurs conciles de l'épiscopat franc, à juger à Rome les archevêques de Cologne et de Trêves malgré leurs protestations indignées et, finalement à faire plier le pouvoir civil. Il chercha d'autre part, au cours d'un violent conflit avec l'Archevêque de Reims, Hincmar, à supprimer en Occident les droits des métropolitains - établis par le concile œcuménique de Nicée - à instituer un système soumettant l'ensemble de l'épiscopat directement à Rome. A l'appui de la nouvelle politique romaine, la curie invoquait désormais - en toute bonne foi - les fameux « faux isidoriens », apparus justement à cette époque, qui substituaient à la législation des anciens conciles un système de monarchie romaine.

Tout ceci aurait pu rester sans grande conséquence dans les relations avec l'Orient. Des précédents - notamment celui d'Alexandrie - auraient pu être invoqués en faveur de la centralisation du pouvoir ecclésiastique entre les mains de patriarches puissants. Mais Nicolas concevait déjà nettement ses réformes comme reflétant un droit appartenant en propre au siège de Rome et ayant, par conséquent, une valeur universelle. Sur ce point précis, il se heurta à l'Eglise d'Orient.

En 857, à Constantinople, le patriarche Ignace dut céder son trône à un grand savant, à la fois humaniste, théologien et homme politique, Photius. Le gouvernement impérial était à l'origine

du changement intervenu, mais, à Byzance - comme d'ailleurs, en Occident - personne ne déniait à l'empereur un droit de regard sur les élections patriarcales; ce droit avait pour corollaire une certaine compétence du patriarche dans les affaires politiques : la dyarchie de l'empereur et du patriarche constituait, en effet, le fondement même de la théocratie byzantine. Il serait totalement inexact d'identifier ce système - surtout après la défaite des iconoclastes - avec une forme de césaropapisme. Dans le cas d'Ignace, d'ailleurs, les choses se passèrent selon les formes établies : l'élection de Photius n'eut lieu qu'après la démission formelle de son prédécesseur.

Un groupe de partisans d'Ignace décida pourtant de continuer la lutte et le persuada de reprendre sa démission. Conformément aux canons de l'ancien concile de Sardique, on fit alors appel à Rome; c'était un hommage tout à fait exceptionnel que l'Eglise de Byzance rendait à la papauté qui, jusque là, n'était jamais intervenue directement dans les affaires disciplinaires du puissant patriarcat œcuménique. Des légats de Nicolas 1^o présidèrent ainsi à Constantinople un concile d'évêques qui confirma l'élection de Photius (861). A la veille du conflit, Byzance manifestait à l'égard de l'ancienne Rome plus de déférence que jamais.

Comme, toutefois une petite opposition antiphotienne continuait à se manifester à Constantinople, le pape Nicolas résolut de profiter de l'occasion qui se présentait à lui pour étendre à l'Orient les réformes qu'il poursuivait en Occident; si là il supprimait les droits des métropolitains, pourquoi ne pas abattre ici l'obstacle beaucoup plus important qui s'apposait à la centralisation romaine: le patriarcat byzantin ?

Il résolut donc de casser les décisions de Constantinople et de demander à Ignace et à Photius de se présenter au tribunal de Rome, comme il l'avait demandé et partiellement obtenu des archevêques de Cologne et de Mayence. Il va sans dire que rien, dans les canons conciliaires alors reconnus, ne justifiait une telle procédure. Le patriarcat byzantin se tut et cessa de répondre aux lettres papales.

La situation se compliqua alors par le fait des activités concurrentes des missionnaires byzantins et occidentaux, en Bulgarie. La plupart des pays slaves étaient, en effet, sur le point d'adopter la religion chrétienne et hésitaient devant des pressions politiques de des deux Empires: Byzance et l'Empire franc. Les saints frères Cyrille et Méthode, apôtres des Slaves, se heurtaient, partout où ils allaient - en khazarie, puis en Moldavie - à des clercs germains qui imposaient aux nouveaux convertis le latin comme langue liturgique et un rituel occidental comportant, dans la messe, le chant du symbole avec le Filioque.

Les Bulgares, pour leur part, reçurent le baptême en 854, des main du clergé byzantin. Or en 866, le Khan bulgare Boris, ayant échoué dans ses tentatives d'obtenir de Byzance l'autonomie de son église, résolut d'entrer dans la sphère d'influence occidentale et donna, dans son pays, tous les pouvoirs au clergé franc. Jusqu'à là, les papes avaient préservé, dans la mesure du possible, leur rôle d'arbitre entre Byzantins et Francs. Leur neutralité était possible aussi longtemps que le pontife romain n'exerçait pas une juridiction directe sur les missionnaires germaines en pays slaves.

Or, Nicolas cherchait précisément à étendre la juridiction romaine, en supprimant l'autonomie des Eglises particulières. Il devait donc nécessairement prendre position dans des conflits mineurs qui, jusque là, n'entraient pas dans la compétence directe de la papauté. Dans le cas de la Bulgarie, il soutint nettement les Francs contre les Byzantins. il obtint même, avec quelque difficultés - que le nouveau chef de l'Eglise bulgare soit nommé non par l'empereur germanique Louis II, mais par Lui-même. Il se créa ainsi, aux portes mêmes de Constantinople, une situation inconnue jusqu'alors : une église de rite franc - c'est à dire acceptant le Filioque qui était encore inconnu à Rome - et de juridiction romaine. **Le pape, non seulement soutenait ainsi des ennemis politiques et culturels de Byzance, mais donnait implicitement sa bénédiction à l'interpolation du symbole universel de la foi. En 867, la patriarche Photius, dans sa célèbre Encyclique, accusa Nicolas 1° d'hérésie et rompit avec lui toute communion.**

Il nous est impossible de décrire ici les péripéties ultérieures du conflit. Photius lui-même fut privé de sa chaire à la suite d'un coup d'état dynastique. Ignace et ses partisans, pour affermir leur position, jouèrent sur le conflit entre Photius et Nicolas 1° : un nouveau concile (869-870), sous la présidence des légats romains, jugea Photius et proclama avec force la primauté romaine.

Ce n'était là, pourtant, pour le parti ignacien, qu'une affaire de diplomatie: il ne pouvait s'appuyer sur des principes qui s'apposaient trop à la Tradition séculaire de l'Eglise d'Orient. Lors des dernières sessions du concile, le patriarche Ignace reçut la nouvelle d'un nouveau retournement des Bulgares : le khan Boris répudiait les Francs et demandait à l'Eglise Byzantine de lui consacrait un Archevêque. Ignace, immédiatement, brava les protestations des légats et accepta les Bulgares avec enthousiasme; seule sa mort (877) lui évité d'être excommunié par le pape. Il s'en faut donc de beaucoup que la parti ignatien ait été, à Byzance, un parti « papal ».

Photius qui, entre-temps, s'était réconcilié avec Ignace, se retrouve en 877 sur le trône de saint Jean Chrysostome. **La Providence voulu que le successeur de Nicolas 1° et d'Adrien II rompît brutalement avec la politique de ces derniers: la paix revint ainsi dans l'Eglise.**

Toutes les sources historiques concordent en effet pour témoigner que le pape Jean VIII (872-882) comprit le danger que représentait pour l'unité des chrétiens l'attitude de ses prédécesseurs immédiats. Comme les papes du temps de Charlemagne, il donna raison aux Grecs dans le problème des langues liturgiques et dans celui du Filioque. Il soutint saint Méthode en Moravie contre les missionnaires francs et surtout, ses légats, au concile de Constantinople de 879-880 qui rétablit solennellement Photius, condamnèrent avec toute l'Eglise d'Orient, la fameuse « addition » au symbole. Toute sa vie, Photius resta reconnaissant au pape Jean pour sa contribution à l'unité de l'Eglise et le cita en exemple à ceux qui pouvaient nier à Byzance l'autorité des papes de Rome.

Il est en effet incontestable que le concile de 879-880 - dont les décisions font partie de tous les recueils canoniques orthodoxes - est un modèle de la manière dont l'Eglise orthodoxe conçoit l'unité des chrétiens : une unité dans la foi, dont le primat romain peut être un témoignage, mais dont elle n'en est pas l'origine.

Le X° siècle et la première partie du XI° ne furent illustrés par aucun choc spectaculaire entre l'Orient et l'Occident. Au cours de cette période, la papauté connut la déchéance la plus profonde de son histoire, tandis que Byzance, au contraire, c'était les grandes conquêtes des empereurs macédoniens et du grand rayonnement culturel de la nouvelle Rome, l'époque de Michel Psellos, de Syméon le Nouveau Théologien, l'époque aussi des grandes missions byzantines en pays slaves et au Caucase. Les Byzantins pouvaient tranquillement ignorer le pape, sa primauté et ses prétentions: ce dernier était hors d'état de les faire valoir.

C'est ainsi qu'ils accordèrent, en somme, très peu d'attention à un avènement majeur : en 1014, l'empereur (romain germanique) Henri II vint se faire couronner à Rome par le pape Benoît VIII et obtint facilement du pontife - lequel se trouvait sous sa dépendance entière - que l'on adopte à la messe le Credo avec le Filioque. Le césaropapisme de fait des empereurs carolingiens aboutissaient ainsi, à la faveur de l'indifférence générale, à faire adopter par Rome une doctrine que rejetait l'Orient chrétien. En tout cas, **dès le début du XI° siècle, la *communio in sacris* se trouva en fait rompue entre les deux Rome.**

La querelle du Filioque, comme les autres points de désaccord entre Rome et Constantinople, aurait certes pu être réduite comme bien d'autres difficultés antérieures. Au XI^e siècle, cependant, **la situation avait ce côté tragique qu'à force de s'ignorer mutuellement, l'Orient et l'Occident, avaient perdu le critère ecclésiologique commun qui leur permettait autrefois de s'entendre.** Lorsqu'ils tentèrent de rétablir l'union - et ils le firent à maintes reprises au Moyen âge - leurs conceptions divergentes de l'Eglise les empêchèrent de trouver un langage commun: pour les uns, le siège de Rome était le critère unique de vérité, pour les autres, l'Esprit de vérité reposait sur l'Eglise entière et s'exprimait par voie conciliaire.

Une de ces tentatives de réunion eu lieu en 1053-1054 à une date que l'on considérait à tort, il y a quelque temps, comme la date même du schisme. Il est vrai que ses acteurs principaux étaient des réformateurs de leurs églises respectives et l'esprit de leurs réformes ne favorisait guère la conciliation.

Le patriarche de Constantinople, Michel Cérulaire, avait, pour sa part, entrepris de réformer les églises latines dans les limites de son diocèse, et même dans celle du patriarcat tout entier. Ces églises pratiquaient le jeûne du samedi, chantaient l'Alléluia à Pâques et conservaient d'autres usages latins qui suscitaient des controverses dans le peuple. Sur ces points discutés, le patriarche résolut de leur imposer les usages byzantins et, devant leur résistance, décida simplement de les supprimer.

Il va sans dire que les Latins de Constantinople ne chantaient pas le symbole (Credo) interpolé: c'est la raison pour laquelle la question du filioque ne sera presque pas débattue au XI^e siècle. Pendant ce temps, en Occident, le mouvement de Cluny et ses sympathisants poursuivaient leurs propres réformes, dont les éléments essentiels avaient été acceptés dans le monde franc, mais qui rencontraient une assez grande résistance en Italie. Le Pape Léon IX, ancien évêque de Toul, et son entourage, notamment le cardinal Humbert de Moyenmoutier, appartenait à ce mouvement qui, en Italie, cherchait, parmi d'autres réformes, à promouvoir le célibat du clergé. Les opposants ne manquaient pas de se référer à l'exemple des Grecs, dont les prêtres étaient traditionnellement mariés.

Tout cela provoquait des controverses interminables sur des sujets assez bénins entre des interlocuteurs parfois bien intentionnés, mais mal informés sur la grande Tradition de l'Eglise. Ce climat de méfiance mutuelle n'empêcha pas Michel Cérulaire, sur les instances de l'empereur, d'adresser au pape Léon IX une offre écrite de réunion. En réponse à cette invitation, et aussi pour régler les conflits de discipline et de liturgie, des légats se rendirent à

Constantinople en 1054. A leur tête se trouvait le cardinal Humbert. L'empereur les reçut avec honneur, mais le patriarche refusa tout contact avec eux: il leur reprochait d'agir sur l'instigation d'Argyros, gouverneur byzantin d'Italie, de nationalité lombarde et de rite latin, auquel Cérulaire reprochait sa politique progermanique. Le patriarche mettait, d'autre part, en doute l'authenticité des lettres papales, qu'apportaient les légats: ses soupçons étaient peut-être justifiés, puisque Léon IX était, à ce moment, prisonnier des Normands et ne pouvait, semble-t-il, signer des documents officiels.

Devant les réticences du prélat byzantin, **les légats déposèrent sur l'autel de Sainte Sophie la fameuse sentence d'excommunication** qui élevait contre les Grecs les accusations les plus invraisemblables; celles, notamment, d'avoir soustrait (sic) le Filioque du Symbole (Credo) et celle d'admettre le mariage des clercs. Le patriarche répondit en faisant anathémiser les légats par son synode, malgré les efforts déployés par l'empereur pour résoudre le conflit.

L'incident entre Rome et Constantinople ne mit pas fin à tous les contacts entre l'Orient et l'Occident. Les patriarcats orientaux restèrent en communion, au moins partielle, avec les Latins et, à Constantinople, même des églises et des monastères continuent à exister. **La rupture véritable et définitive se produisit au moment même des Croisades.**

Encore aujourd'hui, on se rend rarement compte en Occident du rôle néfaste que ces expéditions ont joué dans les relations entre les deux parties de la chrétienté. En arrivant dans les pays du Levant, traditionnellement chrétiens, mais occupés par les Arabes, les Croisés commencèrent par reconnaître les droits canoniques des évêques locaux et entrèrent avec eux en communion sacramentelle : nous avons à cet égard, de nombreux témoignages qui affirment, sans doute possible, que la rupture ecclésiastique n'était pas encore consommée à la fin du XI^e siècle. Mais progressivement, les princes et le clergé mirent fin à cet état de choses: les évêques orientaux furent remplacés par des Latins. Et surtout, **la fameuse quatrième Croisade, donna le coup de grâce aux vestiges d'unité qui existait encore**: la flotte vénitienne, qui transportait les Croisés vers la Terre Sainte, dévia vers Constantinople et les armées occidentales mirent à sac la « cité gardée de Dieu ». L'Occident tout entier s'enrichit de reliques et de trésors byzantins et un patriarche vénitien, Thomas Morosini, s'assit sur la chaise de Photius, avec l'accord du pape Innocent III. Aux divergences doctrinales entre Grecs et Latins, s'ajouta une haine nationale qui contribua à rendre encore plus aléatoire les tentatives d'union.

Tentatives d'union

Ces dernières furent pourtant nombreuses. Les Empereurs Paléologues - et d'abord, Michel VIII, vainqueurs des Latins et restaurateur de l'Empire à Constantinople (1259-1282) - tentèrent) peu à peu près tous d'engager des pourparlers d'union. Le premier mobile qui poussait les souverains à cette démarche était politique: la menace turque planait sur l'Empire byzantin qui se trouvait progressivement réduit à n'être plus qu'une immense ville assiégée. Seul l'Occident chrétien était en mesure, par une nouvelle Croisade, de repousser l'invasion; or, les papes exigeaient inlassablement l'union religieuse comme conditions préalable de toute intervention militaire.

Par moments, les empereurs bravant la résistance de l'Eglise, se lançaient dans une politique d'union imposée par la force: ainsi Michel VIII, après s'être fait représenté au concile de Lyon et avoir personnellement accepté l'union, installa sur le trône patriarcal un partisan de ses idées, Michel Beccos. Cette union ne survécut pas un seul jour au premier des Paléologues qui, après sa mort, fut privé de sépulture chrétienne pour son apostasie. Jean V (1341-1391), pour sa part, embrassa le catholicisme romain à titre personnel (1369), mais sans obtenir de résultat politique tangible.

Quant à l'Eglise byzantine, tout en s'opposant farouchement à l'union « politique », elle n'était pas opposée systématiquement à l'idée d'une union négociée et conclue conformément aux usages anciens : pour cela, elle réclamait un concile œcuménique, où elle espérait, pour sa part, faire valoir l'Orthodoxie. Longtemps, les papes refusèrent l'idée d'un concile où les deux partis seraient représentés d'une manière égale. L'idée triompha pourtant, au début du XV^e siècle, au moment où le grand schisme d'Occident ébranla les fondements mêmes de la papauté; cette dernière craignait un accord des Grecs avec le concile de Bâle et se décida à tenir un véritable concile d'union.

Le concile réuni d'abord à Ferrare, puis à Florence (1438-1439), constituait ainsi, en lui-même, une certaine victoire morale pour l'Orient. Une importante délégation grecque, ayant à sa tête l'empereur et le patriarche de Constantinople, arriva en Italie et des discussions théologiques sérieuses s'engagèrent. Elles démontrèrent, dans une large mesure, la difficulté d'un accord sur le fond: les esprits n'étaient pas préparés à réviser les positions prises. Le problème du Filioque, notamment, était bloqué par les décisions dogmatiques déjà prises par l'Eglise romaine et qu'elle refusait de désavouer.

Quant au problème de la primauté romaine, il ne fut même pas sérieusement discuté. Après des semaines et des mois de débats les Grecs se trouvèrent devant une alternative : céder devant le point de vue romain ou rompre les pourparlers et se retrouver seuls, face à face avec les Turcs. Des pressions morales et financières s'exercèrent avec force en faveur de la première solution. Finalement, **la majorité céda et signa l'acte d'union**. Seul le Métropolitain d'Ephèse, Marc Eugénicos, resta inébranlable. Un autre théologien éminent, Scholarios, futur patriarche, avait quitté Florence avant l'issue des débats.

Une fois revenue chez eux, les délégués grecs renièrent pour la plupart leur signature devant la désapprobation générale du peuple qui préférait le joug turc à l'apostasie. Le métropolitain de Kiev, Isidore, revenu à Moscou, y fut emprisonné; il parvint, à grand peine à s'enfuir de Rome. L'empereur Jean VIII et son successeur, Constantin, restèrent fidèle à l'union, mais n'osèrent pas la proclamer officiellement à Sainte-Sophie, jusqu'en 1452; l'année suivante en 1453, le Khalife Mahomet II entra dans la Nouvelle Rome. **Le premier soin du nouveau patriarche, Gennade Scholarios, sera de renier l'union de Florence.**

Il ne fait pas de doute que la raison profonde du schisme entre l'Orient et l'Occident réside dans les divergences profondes, dont les principales concernent la doctrine du Saint Esprit et l'ecclésiologie. Seules ces divergences doctrinales ont empêché que les difficultés mineures - politiques, canoniques ou liturgiques - puissent trouver des solutions acceptables, puisque malgré tout on a mis de deux côtés assez de bonne volonté pour arriver à l'union.

Pour résoudre les vrais problèmes, on aurait eu besoin d'une atmosphère sereine, d'une perspective historique et d'une ouverture d'esprit que les circonstances ne permettaient pas. A partir du XIII^e siècle, toutes les négociations d'union étaient menées entre les papes et les empereurs dans un contexte où la politique l'emportait sur le religieux, l'Eglise byzantine restant en fait en dehors du dialogue. Déjà alors, les Occidentaux nourrissaient des idées entièrement fausses sur le « césaropapisme » byzantin et pensaient qu'il suffisait de convertir l'empereur pour que l'Eglise suive. C'est dans cet esprit que la papauté obtint, en 1369, la conversion personnelle de Jean V.

Jusqu'à aujourd'hui, le « césaropapisme » est considéré souvent comme étant à l'origine du « schisme » byzantin: or, il est historiquement indéniable que, depuis le XI^e siècle, les empereurs furent continuellement favorable à l'union, à cause de l'intérêt politique qu'elle représentait, et essayèrent de l'imposer par tous les moyens, y compris la force brutale et que, depuis Michel Cérulaire, l'Eglise s'y opposait au nom de la vraie foi.

En comptant constamment sur l'arbitrage impérial pour obtenir l'Union, les papes tablaient sur un « Césaropapisme » qui, en fait, n'existait pas.

Il faut reconnaître pourtant que si un dialogue théologique véritable s'était engagé, il n'est pas certain qu'il aurait rapidement abouti. Les débats de Florence - essai, malgré tout, sérieux de dialogue doctrinal - en témoignent assez. L'accord ne pouvait se faire que sur la base d'une tradition commune; or le poids énorme de la scolastique, les décisions doctrinales qui l'ont exprimée et les réformes structurales que les grands papes du Moyen âge ont introduites en Occident, rendaient le dialogue très difficile.

Notre époque - à condition de comporter un retour aux sources de la Tradition - est combien plus favorable à la compréhension mutuelle. Les progrès accomplis dans ce sens depuis Vatican II en font foi. Peut-être permettront-ils de retrouver progressivement ce critère commun de jugement qui, autrefois, maintenait les chrétiens dans la fidélité à une unique Vérité. [...].

Jean Meyendorff

(Source : "L'Eglise orthodoxe Hier et aujourd'hui" - pages 43 à 53 - Jean Meyendorff - édition du Seuil - 1960)